



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29 325 Quimper

Quimper, le 23 SEP. 2024

Références : ENV-D-24-0465

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALORG ELORN sarl (St Servais)

Leslem Bras
29 400 Saint-Servais

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2024 dans l'établissement VALORG ELORN sarl (St Servais) implanté Leslem Bras Prat Lédan 29400 Saint-Servais. L'inspection a été annoncée le 04/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du contrôle de la mise en oeuvre de l'arrêté portant mise en demeure du 23 novembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALORG ELORN sarl (St Servais)
- Leslem Bras Prat Lédan 29400 Saint-Servais
- Code AIOT : 0005520613
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VALORG-ELORN, implantée au lieu-dit Prat-Lédan à SAINT-SERVAIS, est autorisée à y exploiter une usine de compostage de boues de station d'épuration, lisiers de porc et déchets verts.

Cet établissement est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral n° 34-2007AE du 27 avril 2007, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 26-2017AE du 23 mars 2017, pris sur la base du rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 janvier 2017.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 8	Demande d'action corrective	1 mois
2	Prévention des nuisances et des risques d'accident	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 22	Demande d'action corrective	1 mois
3	Autosurveillance mensuelle des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article Titre 5, article 8	Demande d'action corrective	1 mois
4	Traitement des émissions gazeuses	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article Titre 6, article 1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Nuisances sonores	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 28	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé que l'exploitant a commencé la mise en conformité des installations, mais les actions sont insuffisantes pour permettre la levée de l'arrêté portant mise en demeure. Il appartient à l'exploitant de prendre les mesures correctives pour finaliser cette mise en conformité. Par contre, l'inspection des installations classées considère que les articles relatifs aux nuisances sonores dans l'arrêté portant mise en demeure du 3 novembre 2023 peuvent être levés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion par lots

Prescription contrôlée :

L'entreposage des déchets et matières entrants doit se faire de manière séparée de celui des composts, selon leur nature, sur les aires identifiées réservées à cet effet. Les produits finis et déchets destinés à un retour au sol doivent être stockés par lots afin d'en assurer la traçabilité. Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit.

Constats :

Rappel - constat du 26 septembre 2023 :

Les matières travaillées sur le site sont gérées en fonction de leur emplacement et du stade de production. Ainsi, un côté du bâtiment est dédié au process de compostage par mélange de boues de step, de lisiers et de déchets verts structurants. Cette phase est stimulée par une ventilation forcée depuis le sol, ce qui évite de devoir trop souvent retourner les tas (et donc limite les envols et odeurs). L'autre côté du bâtiment est dédié à la maturation du compost. L'entreposage des déchets et matières entrantes se fait donc de manière séparée de celui des composts. Toutefois, le 28 mai 2020, l'inspecteur des installations classées notait l'absence d'affichage en pied d'andain permettant de repérer ces derniers, suivre les lots et faire ainsi le lien entre la gestion informatisée et les tas physiques.

Le 26 septembre 2023, l'inspection a noté que la situation n'avait pas évolué et que les différentes aires n'étaient toujours pas identifiées. De plus, l'examen des fiches de suivi des lots a montré plusieurs erreurs et/ou imprécisions. Par exemple, des fiches relatives à un même lot montraient des changements dans la numérotation de celui-ci. Une même cellule abrite plusieurs tas de compost dont les bases se rejoignent et se mélangent largement. Ces constats, cumulés à l'absence d'identification physique des tas ne permettent pas de garantir une traçabilité rigoureuse telle qu'exigée ci-dessus. Enfin, toute la zone d'entreposage et travail des andains est couverte, ce qui limite fortement la propagation des odeurs.

Ce constat a abouti à l'arrêté de mise en demeure du 23 novembre 2023.

Constat du 28 août 2024 :

Identification des aires d'entreposage :

L'exploitant indique que les aires sont identifiées à l'aide d'un plan qu'il a fourni par courriel du 29 août 2024.

L'inspection constate que le plan comporte une numérotation avec des chiffres et des lettres qui permet l'identification des casiers. **Néanmoins, ce plan comporte des numéros identiques pour des bâtiments différents.**

Les casiers ne sont pas identifiés directement sur place.

Stockage par lots :

Pour le stockage par lots, l'exploitant tient à jour des fiches de suivi par cellule. Par sondage, l'inspection a constaté que la fiche de suivi de la cellule 8 correspondant au lot 6240723072614 comporte :

- la date de début de chargement et de fin de chargement,
- les dates de chargement, les origines des matières et les poids,
- les dates des transferts d'une cellule à l'autre,
- la date de criblage,
- la cellule de fermentation.

En complément à ces informations, il ajoute les dates de début et de fin d'expédition des matières de la cellule de fermentation / stockage. Avec les données en lien avec le point bascule, l'exploitant peut retrouver les destinataires du lot. L'inspection constate une amélioration des fiches de suivi avec des précisions sur les dates de départ permettant un lien avec les destinataires des lots. L'inspection n'a pas constaté plusieurs fiches avec des numéros de lots identiques.

L'inspection constate que l'exploitant a commencé la mise en conformité, mais que des actions correctives complémentaires sont nécessaires. L'inspection ne propose pas la levée de cet article de l'arrêté portant mise en demeure, mais demande de poursuivre la mise en conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de réviser la numérotation des casiers pour éviter tout risque de confusion.

L'exploitant identifiera les casiers au niveau des aires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Prévention des nuisances et des risques d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
Prescription contrôlée : Les effluents recueillis sont recyclés dans l'installation pour l'arrosage ou l'humidification des andains lorsque c'est nécessaire. A défaut, et lorsqu'ils ne font pas l'objet d'un épandage, ils sont traités de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">- les eaux de toiture peuvent être directement rejetées dans le milieu naturel sous réserve du respect des valeurs définies à l'annexe II. La conformité des eaux rejetées aux objectifs de qualité du cours d'eau récepteur ou aux normes de rejet définies à l'annexe II est vérifiée périodiquement par l'exploitant ;- les autres eaux pluviales qui ne sont pas entrées en contact avec les déchets ou avec le compost peuvent être rejetées dans le milieu naturel au moins après passage dans un décanteur-déshuileur, ou dans le réseau pluvial desservant l'installation, s'il existe. La conformité des eaux rejetées aux objectifs de qualité du cours d'eau récepteur ou aux normes de rejet définies à l'annexe II est vérifiée par l'exploitant à une fréquence au moins semestrielle ;- les eaux résiduaires et pluviales polluées sont dirigées vers un bassin de rétention, dont la capacité est dimensionnée en fonction de l'étude d'impact. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées, le cas échéant après traitement, que si elles respectent à minima les valeurs limites définies à l'annexe II. L'arrêté d'autorisation fixe la fréquence à laquelle l'exploitant effectue la surveillance de la qualité de ces rejets.
Constats : <u>Rappel - constat du 26 septembre 2023 :</u> (...)Les eaux pluviales de toiture sont recueillies dans un grand bassin étanche situé en aval du site qui sert également de réserve incendie. En cas de trop-plein, elles rejoignent une lagune d'infiltration située en aval. Ces eaux ont préalablement transité par un débourbeur séparateur à hydrocarbures situé en amont du bassin. Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des résultats d'analyse périodique attestant de la conformité des rejets aux objectifs de qualité du milieu. <u>Constat du 28 août 2024 :</u> L'exploitant a procédé à des prélèvements et analyses des eaux pluviales en sortie du bassin étanche fin 2023 et en 2024. Il a fourni les documents comportant les résultats d'analyse, ainsi qu'un tableau avec des valeurs de référence. L'interprétation des résultats d'analyse a consisté uniquement en la fourniture d'un tableau des résultats avec des « normes » à respecter. L'inspection constate que les valeurs limites utilisées pour l'interprétation ne correspondent pas à celles à minima à respecter dans l'annexe II indiquée ci-dessus, relatives au rejet dans le milieu naturel. L'inspection n'a pas constaté de dépassement des valeurs à respecter à minima en cas de rejet dans le milieu naturel. L'inspection constate l'avancement des mesures correctives, mais il appartient à l'exploitant d'améliorer les dispositions mises en œuvre pour se mettre en conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de revoir les valeurs limites à respecter et l'interprétation des résultats d'analyse en prenant en compte à minima les valeurs de l'annexe II et le cas échéant les objectifs de qualité des cours d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Autosurveillance mensuelle des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article Titre 5, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une autosurveillance mensuelle des rejets dans le milieu naturel. Les résultats sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. (...)
Constats : <u>Rappel - constat du 26 septembre 2023 :</u> A ce jour, l'exploitant n'effectue pas ce suivi mensuel de la qualité des eaux rejetées au milieu naturel. Toutefois il est utile de préciser que cette prescription figure dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2017 et que, depuis 2018, la totalité des aires d'entreposage, manipulation, fermentation et maturation des matières traitées a été entièrement recouvert. Ce constat a abouti à l'arrêté de mise en demeure du 23 novembre 2023. <u>Constat du 28 août 2024 :</u> L'exploitant a procédé à des prélèvements avant rejet dans le milieu naturel aux dates suivantes : les 04/12/2023, 08/01/2024, 05/02/2024, 04/03/2024, 01/06/2024, 31/07/2024. Ces prélèvements sont réalisés par ses soins, selon ses dires en sortie de lagune. L'inspection constate que la localisation du prélèvement montré par l'exploitant concerne plutôt la surverse du grand bassin étanche, avant rejet dans la lagune. Le rapport d'analyse émet des réserves aux résultats d'analyse car tous les échantillons ont été réceptionnés et analysés le 2 août 2024. L'inspection constate que la fréquence de prélèvement n'est pas tout à fait mensuelle et que les échantillons n'ont pas été analysés dans les délais conformes à la norme de prélèvement et d'analyse. L'inspection constate qu'au regard du délai de transmission des échantillons pour analyse, l'exploitant n'aurait pas été en mesure de prendre les mesures correctives en cas de dépassement des valeurs limites prescrites. L'inspection constate l'avancement des mesures prises par l'exploitant, mais elles sont insuffisantes pour lever l'article de l'arrêté de mise en demeure. <u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u> Il appartient à l'exploitant de prendre les dispositions pour que les prélèvements soient réalisés et transmis selon les normes en vigueur. Il lui appartient de prendre les dispositions pour que la fréquence mensuelle soit respectée. Les résultats d'analyse doivent être interprétés dès leur réception afin de pouvoir prendre des mesures si nécessaire, avant rejet dans le milieu naturel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Traitement des émissions gazeuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article Titre 6, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement de l'air
Prescription contrôlée : La mise en œuvre du traitement des émissions gazeuses de l'installation doit être réalisée dans un délai maximum de 4 mois.
Constats : <u>Rappel - constat du 26 septembre 2023 :</u> Le site n'est pas équipé de dispositif de traitement des émissions gazeuses. L'exploitant considère qu'une telle installation est inutile, mais il n'a pour autant jamais transmis d'élément visant à expliquer cette position et / ou demander la modification de l'article sus-cité. Ce constat a abouti à l'arrêté de mise en demeure du 23 novembre 2023. <u>Constat du 28 août 2024 :</u> L'exploitant a confirmé que le site n'est pas équipé d'un dispositif de traitement des émissions gazeuses. Il a fourni un bon de commande daté du 13 mars 2024 pour la réalisation d'un diagnostic des émissions odorantes, préalable à un éventuel traitement ou une demande de modification de l'article ci-dessus. Il a fourni un courriel du 1 ^{er} juillet 2024 précisant que les mesures des émissions odorantes seront réalisées du 23 au 27 septembre 2024. L'inspection des installations classées constate que l'exploitant débute les démarches vis-a-vis des émissions gazeuses, mais qu'elles ne sont pas arrivées à terme. L'article de l'arrêté portant mise en demeure ne peut pas être levé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de fournir les résultats et l'interprétation de la campagne de mesures des émissions odorantes. Sur la base de cette étude, et de son interprétation, il proposera des suites à donner en matière de traitement des émissions gazeuses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit et vibrations
Prescription contrôlée : Les dispositions des articles 47 et 48 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en matière d'émissions sonores et de vibrations mécaniques sont applicables aux installations visées à l'article 1 ^{er} du présent arrêté.
Éléments de contexte : <u>Article 8.4 de l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 rubrique 2260 déclaration :</u> (...) Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié. <u>Article 4 du titre 8 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2017 :</u> (...) Une mesure de bruit de l'installation doit être effectuée, dès la mise en service du traitement des émissions gazeuses et au plus tard dans les 30 jours qui suivent.
Constats : <u>Rappel - constat du 26 septembre 2023 :</u> L'exploitant a présenté les résultats de sa dernière campagne de mesures de bruit en date du 12 avril 2022. Ces résultats montrent une situation conforme sans dépassement des limites réglementaires. <u>Constat du 28 août 2024 :</u> L'inspection constate que le rapport de mesures sonométriques concerne des mesures réalisées le 12/04/2022, soit depuis moins de 3 ans. L'inspection propose de considérer que les articles 28 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 modifié, 8.4 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2006 et 4 du titre 8 de l'arrêté préfectoral sont levés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

